

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE

Zone Industrielle - Site 1
BP27
CONTRISSON
55800 Contrisson

Références : D3 i 2023 895
Code AIOT : 0005701472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE implanté 15 RUE EMILE DRUART 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur les risques d'incendie dans les usines de traitement de surface. Une partie de cette inspection a également été consacrée à la mise à jour de la situation administrative du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE
- 15 RUE EMILE DRUART 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2008 modifié à exploiter une unité de transformation (décapage, laminoir) et de déroulage de bobines d'acier.

L'exploitation comprend principalement :

- un hangar dédié au traitement de surface des aciers (décapage) ;
- un hangar abritant le laminoir et le stockage d'acier ;
- un hangar pour le stockage des produits finis et un projet à venir ;
- une zone de stockage des huiles usagées et de bois (zone P2) ;
- deux bâtiments administratifs.

Plusieurs entités se partagent le site :

1/ ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE (AMCF), en charge notamment de la partie traitement de surface.

2/ ARCELORMITTAL CENTRE DE SERVICES (AMCS), en charge notamment du déroulage et du refendage des bobines d'acier.

3/ ARCELORMITTAL REIMS CHAMPAGNE, qui assure une activité de négoce non concernée par la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de première intervention incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
2	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a mis en avant deux non-conformités en lien avec la mise en place des barrières de rétention pour contenir les eaux d'extinction lors d'un incendie.

Il convient également de noter que des travaux de rénovation du toit sont en cours afin d'y intégrer des trappes de désenfumage, et donc de se conformer à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II.-Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). [...]
Constats : La toiture du bâtiment abritant les installations de traitement de surface est actuellement en travaux. Elle va être totalement refaite, et en particulier intégrer des trappes de désenfumage, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La fin des travaux de la toiture est prévue en mars 2024. Etant donné que les travaux ont déjà été commencés, l'état de la toiture actuelle (trous à divers endroits + parties du toit manquante), et le fait que les portes situées vers le canal restent ouvertes en continue, l'Inspection considère qu'il n'est pas nécessaire d'engager une procédure administrative à ce jour. De plus, l'Inspection a pu constater que les trappes de désenfumage qui vont être montées ont déjà été livrées sur le site. Une inspection sera en revanche programmée afin de venir vérifier la fin des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]
Constats : En lien avec les travaux évoqués au point précédent, l'Inspection rappelle à l'exploitant que les commandes de désenfumage devront être automatiques et manuelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : I -Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. [...] III. - Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. [...] Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations électriques sont bien vérifiées tous les ans : vu rapport n°0150423A2301R001 réalisé le 09/02/2023. L'exploitation dispose d'une GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) qui lui permet de suivre l'ensemble des non-conformités (NC) relevées. Le traitement des NC 4, 9 et 10 du dernier rapport a été vérifié. Le document Q18 a également été présenté à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : Le chauffage des bains est assuré par un échangeur dans lequel circule de l'eau chauffée par une chaudière. Il n'y a donc aucune résistance électrique au niveau des bains de traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : I.-L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Lors de la visite des installations, plusieurs moyens de lutte contre l'incendie (essentiellement des extincteurs) ont été observés par sondage. Ils étaient accessibles, bien identifiés et vérifiés depuis moins d'un an (vu rapport de vérification réalisé par un prestataire extérieur compétent en septembre 2023).
Observations : A l'extérieur de bâtiment, au niveau de l'aire de dépotage de l'acide chlorhydrique, l'Inspection a constaté l'absence d'extincteur. En cas de départ de feu lors d'un dépotage, l'exploitant précise qu'il y aura des extincteurs sur le camion. Néanmoins, l'exploitant est invité à s'interroger sur la pertinence d'ajouter un extincteur à cet emplacement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. IV. - L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le bâtiment abritant les installations de traitement de surface est équipé de détecteurs ainsi que d'un système de détection d'incendie automatique. Le rapport de vérification du 12/05/2023 de la centrale incendie et des détecteurs a été observé. Tous les détecteurs étaient opérationnels mais il a été signalé que des batteries devaient être changées. L'Inspection a constaté que cette action a bien été mise en œuvre : vu rapport d'intervention pour le changement de batteries réalisé le 04/09/2023.

Les informations concernant les détecteurs sont disponibles dans un classeur. Les opérations d'entretien sont quant à elles suivies via une GMAO.

Plusieurs sirènes sont également installées, permettant ainsi d'alerter le personnel en tout point du bâtiment.

Concernant les actions à réaliser lors du déclenchement de l'alarme, l'exploitant dispose des documents suivants : un logigramme « réponse aux situations d'urgence » et une procédure « urgence industrielle ».

Par contre, le déclenchement de l'alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt automatique des systèmes de ventilation des vapeurs installés sur les bains de traitement de surface. Il n'y a aucun asservissement mis en place à ce jour.

Cette nouvelle prescription a été introduite dans l'arrêté du 20 avril 2023 qui est venu modifier l'arrêté du 30 juin 2006. L'exploitant a jusqu'au **1er juillet 2024** pour se mettre en conformité.

Observations :

L'exploitant doit veiller à réfléchir dès maintenant à la manière dont il va prendre en compte la nouvelle prescription sur l'asservissement des systèmes de ventilation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

[...]

Constats :

En cas d'incendie, des barrières de rétention manuelles sont disponibles à toutes les entrées/sorties du bâtiment. Cela représente plusieurs dizaines de barrières à mettre en place par le personnel.

Lors de la visite du bâtiment, il a été demandé à l'exploitant d'actionner une de ces barrières située au niveau de la porte 34 du hall 15. Or, après mise en place de celle-ci, l'Inspection a constaté qu'elle était trop courte. En effet, il y a un espace important entre cette barrière et le muret qu'elle doit rejoindre (cf. photo ci-dessous). Après observation, il semblerait qu'une partie du muret a été retiré.

Le système de rétention n'est donc pas efficace. L'exploitant est en non-conformité sur ce point. Il faudra également vérifier que d'autres barrières ne sont pas dans le même cas de figure.

Par ailleurs, l'exploitant a reconnu qu'il ne réalisait pas régulièrement des exercices incendie. Ce type d'exercice aurait pu permettre de détecter ce défaut.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un exercice incendie dans les prochains mois.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

[...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

Dans le point précédent, le système manuel de mise en place des barrières de rétention a été présenté. Dans le cas où le personnel n'est pas présent dans le bâtiment (nuit et week-end par exemple), l'Inspection a interrogé l'exploitant sur les mesures mises en œuvre afin d'actionner ces barrières. L'exploitant reconnaît ne pas avoir étudié cette situation. Le SDIS sera contacté, mais aucune intervention sur ces barrières n'est prévue.

En conclusion, les barrières ne peuvent donc pas être actionnées en toutes circonstances. Le site est donc en non-conformité sur ce point.

De plus, l'Inspection a noté que ces barrières étaient parfois stockées à l'intérieur du bâtiment, et parfois à l'extérieur. En cas de situation d'urgence, cette différence peut être préjudiciable pour une mise en œuvre efficace. L'exploitant est invité à avoir une réflexion sur cette situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois